

# Séminaire de Buenos Aires, Argentine

## 21 à 29 septembre 2002

1. Objectifs du séminaire
2. Déroulement de la rencontre
3. Présentations des projets par équipe
4. Visite de terrain et analyse du cas de l'Argentine
5. Discussions
6. Diffusion
7. Perspectives
8. Engagements et calendrier

Annexes :

Programme de la rencontre

Liste des participants

### 1. Objectifs du séminaire

Le séminaire de Buenos Aires avait pour objectifs :

- Suivre et faire un bilan du travail des uns et des autres, en termes de recherche et d'action, pour avancer collectivement, à partir de concepts communs, dans la réflexion sur notre problématique commune, centrée sur l'analyse de l'empowerment et des résistances sur les terrains qui sont les nôtres.
- Contribuer à l'élaboration de propositions pour les agences qui nous soutiennent : quelles recommandations pour l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques dans ces domaines.
- Renforcer le réseau de chercheurs travaillant sur l'environnement et les villes avec une perspective de genre.

### 2. Déroulement de la rencontre

La rencontre a eu lieu à Buenos Aires du 21 au 29 septembre 2002. Les participants étaient les responsables des équipes de recherche du réseau, ainsi que des membres des équipes argentine et brésilienne, le responsable du projet auprès du programme MOST à Paris, et l'équipe de coordination suisse.

Le séminaire a comporté des présentations et discussions sur l'avancement des projets par les responsables d'équipe, des visites de terrain, diverses occasions de connaître la situation particulière du pays hôte (exposés, rencontres, participation à des événements), et des discussions pour approfondir certains thèmes de notre recherche en réseau. Un programme de travail a été décidé en commun pour l'année à venir, et les suggestions du groupe pour la suite du travail de chacune des équipes ont été consignées par les responsables de chaque équipe.

---

#### **Responsable de la recherche**

François HAINARD  
Université de Neuchâtel  
Pierre-à-Mazel 7  
2000 Neuchâtel, SUISSE  
tél : (41) 32 718 14 25  
fax: (41) 32 718 12 31

[francois.hainard@seco.unine.ch](mailto:francois.hainard@seco.unine.ch)

#### **Coordinatrice**

Christine VERSCHUUR  
Institut universitaire d'études du  
développement, 24 rue Rothschild,  
1211 Genève 21, SUISSE  
tél : (33) 4 50 40 10 17  
fax : (33) 4 50 40 80 56

[Christine.Verschuur@wanadoo.fr](mailto:Christine.Verschuur@wanadoo.fr)

[Christine.Verschuur@iued.unige.ch](mailto:Christine.Verschuur@iued.unige.ch)

Le séminaire a été l'occasion de présenter les diverses publications réalisées, par chacune des équipes dans son pays et par la coordination. Ce travail avait occupé une part importante du temps de chaque équipe en 2001 et 2002.

### 3. Présentations des projets par équipe

Il avait été demandé par la coordination à chaque équipe de préparer avant la rencontre un document de quelques pages sur l'avancement du travail. Les consignes pour les présentations indiquaient de les centrer sur deux sujets :

- la diffusion des résultats : impact, utilisation qui en a été faite par les divers acteurs, contribution à la sensibilisation, à des formations, à la définition des actions ou de programmes, à des prises de position ;
- les actions et le suivi qui en a été fait : processus de définition et de mise en œuvre, avec l'équipe, les mouvements de base, les divers acteurs, les responsables techniques et politiques ; les obstacles rencontrés, les parades trouvées, l'analyse des difficultés ; les enseignements éventuels.

Chaque équipe avait donc préparé ce document de quelques pages. Les présentations ont été discutées en groupe, les suggestions et les commentaires ont été consignés par les responsables de chaque équipe puis rediscutés ensemble à la fin du séminaire. Cela devrait favoriser un engagement réciproque des uns dans les projets des autres, en sus de la coordination, des bailleurs, ou de ses propres institutions, et contribuer à mieux centrer la recherche en réseau sur une problématique commune.

Il faut noter, d'une manière générale, que le décalage entre le temps de la recherche et la durée sur le terrain continue d'être un facteur difficile à gérer. Quelques exemples pour l'illustrer :

- Au Burkina Faso, il était prévu d'accompagner les actions de l'association avec laquelle l'équipe travaille, lors du lancement de l'appel d'offre de la Banque Mondiale ; or, pour des raisons politiques (élections), cet appel d'offres n'est toujours pas lancé. L'accompagnement des actions de l'association lors de cet appel d'offres n'a donc pas été fait.
- Au Brésil, le projet de transfert de la population de la favela avec un financement du BID est seulement prévu pour la mi-2003.
- En Argentine, les graves événements qui ont marqué le pays ces derniers mois ont obligé à réduire les activités et à réfléchir sur la réorientation du travail ; actuellement, un nouvel élan va être donné, grâce entre autres aux rencontres de haut niveau, facilitées par la visite du groupe, mais cet élan risque d'être éphémère, en raison des élections et des perspectives économiques du pays ;

Commentaires sur l'évolution de la situation dans certains terrains :

- Au Brésil, l'équipe a été renforcée et sa responsable a été intégrée dans une institution municipale pour élaborer une politique municipale de genre. Cela permettra, par exemple, lors des contacts que le réseau recommande de prendre avec le BID (qui finance le transfert des populations de la favela), de proposer des recommandations dans une position de force différente ; cette reconnaissance accrue est, partiellement, une retombée du travail dans le cadre de ce réseau.
- A Cuba, l'effondrement d'un immeuble dans le quartier a obligé les autorités à consacrer l'argent prévu pour la rénovation d'un ensemble (processus sur lequel la recherche allait se pencher) à résoudre ce nouveau problème urgent ; il a donc fallu modifier l'approche prévue sur ce terrain ; le travail est difficile car risque d'être perçu comme une forme d'ingérence

dans la politique ; la recherche se centrera sur un groupe restreint d'habitants du quartier, et la manière dont ce groupe participe à la définition des choix et à l'élaboration des programmes dans le quartier, dans le cadre des structures politiques existantes.

- En Roumanie, le travail a été quelque peu en phase d'hibernation, les difficultés à imprimer un dynamisme sont difficiles à dépasser ; maintenant que la légalisation de l'accès aux logements est terminée, de nouvelles pistes de recherche peuvent être envisagées ;
- En Bulgarie, l'ancienne équipe a été réintégrée ; les propositions de nouveaux terrains par celle-ci n'ont pas été retenues par le groupe ; il a été proposé que l'équipe se consacre à une étude de cas dans un quartier de Sofia, ce qui facilitera l'accès régulier au terrain ; cette équipe a déjà réalisé l'analyse du contexte dans le pays, a participé à l'élaboration de la problématique de la recherche, et a travaillé avec les concepts utilisés dans cette recherche ; il ne devrait pas être difficile de relancer la recherche, sur un nouveau terrain certes, mais avec des outils maîtrisés. Ce serait un test pour observer la capacité d'un membre du réseau de répondre à une demande d'expertise sur nos thèmes "villes, environnement et genre". L'équipe doit nous envoyer la proposition de nouveau terrain. Elle pourra compter sur le solde du budget attribué à la Bulgarie.
- Le Sénégal a malheureusement été absent de cette rencontre, pour un malencontreux problème de visa. Le rapport d'activité n'a donc pas été discuté collectivement comme les autres, la discussion devra être organisée par voie électronique. Nous pourrions observer les capacités de réseau à réagir par cette voie... Ce sera une autre possibilité de faire un test sur l'expertise du réseau !

#### 4. Visite de terrain et analyse de l'Argentine

Comme à l'accoutumée, une visite sur le terrain de recherche de l'équipe argentine, qui organisait la rencontre, a été organisée durant le séminaire.

Nous avons rencontré, dans le quartier étudié, San Cayetano, un groupe de *manzanas* dans un local de réunion prêté par l'église. Un bref échange a pu avoir lieu, à deux reprises, avec des groupes de *manzanas*. Cependant, des circonstances ont empêché d'avoir autant d'entretiens que prévus avec ces femmes ou avec les habitants du quartier, ou de visiter le quartier. Nous avons en effet été invités à participer à une réunion officielle, dans la ville de Campana, dont le quartier dépend, en présence de Mme Duhalde, actuellement ministre du développement social, épouse du président, initiatrice du programme des *manzanas* lorsque son mari était gouverneur de la province. Au cours de cette réunion, la présidente a présenté un livre présentant son programme de *manzanas* ; l'équipe argentine a pu présenter son travail à une large assemblée de responsables politiques et de *manzanas*. La suite de la rencontre avec les *manzanas* dans le quartier a également été marquée d'un seau officiel, avec la participation d'un ministre et de hauts responsables municipaux. Ces moments officiels ont absorbé une part importante de notre temps de visite, mais furent intéressants pour aborder le thème de la diffusion des résultats et son impact, et le thème de l'influence sur l'élaboration de politiques publiques.

En dehors de cette présentation sur place des résultats de la recherche, une rencontre avait été sollicitée par la présidente pour discuter des résultats de la recherche de l'équipe argentine, au cours de laquelle des propositions d'actions ont été élaborées. Nous avons ainsi appris qu'un autre projet de l'UNESCO, dépendant du bureau régional du Mexique, se penchait également sur le travail des *manzanas*. Il a donc été proposé de coordonner les efforts, et Mme Duhalde a concrètement suggéré de réaliser des ateliers de formation et de sensibilisation de responsables politiques sur le thème "empowerment et rôle de femmes dans les politiques

sociales", en coordination entre les deux projets. Le suivi de ce dossier doit être fait par l'équipe argentine, avec le soutien particulier de l'UNESCO et de la coordination.

Sur le terrain, des thèmes forts se sont dégagés des brefs entretiens que nous avons eus :

- le problème de manque de raccordement à l'eau potable ainsi que le sentiment d'être trompés lors du recouvrement des factures d'électricité, l'impression que la municipalité est dans l'incapacité d'intervenir dans ces dossiers et d'avoir un pouvoir (ou une volonté d'intervenir ?) sur les entreprises privées qui contrôlent ces services publics. Du côté des *manzanas* il ne semble pas y avoir de conscience d'avoir droit à ces services, ni d'initiatives pour réagir en groupe à cette situation qui les excède tous individuellement (question des droits citoyens).

Nous pouvons mentionner encore certains autres problèmes qui ont été évoqués par les *manzanas*, soulevés par les responsables municipaux, ou encore relevés ou observés par le groupe :

- le problème de l'absence de droits de propriété des terrains sur lesquels les habitantes construisent leurs baraques, qui probablement les retient d'améliorer la construction ou l'environnement immédiat ; ce dossier doit être réglé par la municipalité, qui semble dépassée par le problème.
- l'installation d'une usine de ciment dans le quartier. La fabrique provoquera des problèmes de santé, surtout pour les personnes qui vivent le plus souvent sur place, les femmes et les enfants. Y a-t-il conscience de ces problèmes environnementaux ? A quelles conditions – s'il y en a – la municipalité a-t-elle octroyé l'autorisation de construction de l'usine ?
- la dégradation de la situation économique du pays, qui a provoqué le manque de rations à distribuer. Les *manzanas* en viennent à douter de la continuité de leur existence. L'attitude de dépendance des *manzanas* vis-à-vis des responsables du programme pour la distribution de rations d'aliments et de lait, et les rapports de dépendance entre distributrices et réceptrices apparaissent clairement.

D'autres problèmes comme le manque de services de santé ; le manque de transport et d'accès au centre ville adapté aux besoins des femmes; le chômage important (des hommes vont jusqu'à Buenos Aires ramasser des cartons pour les revendre) ne sont pas nouveaux, mais ont été évoqués à nouveau en présence des responsables municipaux.

On observe l'absence ou la perte de droits citoyens dans divers domaines, en partie liées à la privatisation, aggravées par la crise économique. Dans ces divers cas, le rôle de la municipalité ou des *manzanas* dans la défense des droits n'est pas clair, et il ne semble pas y avoir de conscience claire d'avoir ces droits. Nous avons mentionné, à la fin de la première phase de notre recherche, que le cas de l'Argentine devrait continuer d'être suivi, pour analyser comment se mettrait en place la privatisation des services publics et comment les populations réagiraient. Il semble évident que cela reste une réflexion capitale à poursuivre sur ce terrain et sur d'autres.

Etant donné les circonstances particulières que vit l'Argentine, et parce que cette situation risque de ne pas être unique, nous avons décidé d'aborder, plus que ce que nous le faisons habituellement, le cas du pays hôte (rencontres, exposés, participation à une manifestation de rue, à une manifestation relatant l'histoire du pays). Des exposés sur les mouvements de base et les gouvernants successifs, les interactions entre les niveaux local et global, le rôle des institutions internationales dans l'évolution économique, sociale et politique du pays, nous ont fait toucher de manière brûlante à des questions liées à la gouvernance, les systèmes de prises

de décision, la définition des politiques publiques, le rôle des populations dans les changements politiques.

## 5. Discussions

Divers thèmes ont été évoqués dans les séances de discussion de groupe : l'influence sur les politiques publiques, la recherche-action, la comparabilité.

Avant tout, il convient de souligner que le réseau a déjà mis sur papier à diverses reprises des réflexions sur ces thèmes et sur d'autres. Les documents sont malheureusement peu lus ou relus entre nous mêmes, qu'il s'agisse des comptes-rendus de séminaires ou des livres collectifs (chapitre sur la recherche-action, chapitre sur la problématique, sur les concepts d'empowerment, sur les rapports entre production de connaissances et élaboration de politiques publiques, etc).

### *Influence sur les politiques publiques*

Les réunions à la présidence et avec les responsables politiques de la ville de Campana furent des opportunités pour réfléchir à la possibilité d'influencer des politiques sociales, en communiquant les résultats des recherches, en traduisant ces résultats auprès des décideurs, en participant à l'élaboration de propositions. Cela implique, pour les chercheurs et les personnes participant au travail dans ce réseau, de prendre des risques, de s'engager. Il a été fait remarquer que c'est un processus et que les chercheurs rentrent dans un jeu de pouvoir, qu'ils doivent donc comprendre.

Dans ce cas précis, le pouvoir en place n'a pas grande légitimité. Pour certains, se compromettre avec une représentante de ce pouvoir "illégitime" a posé problème ; pour d'autres au contraire, le côté éphémère de cette personne au pouvoir fait que la collaboration ne puisse être interprétée comme une relation de compromission ou comme une "récupération politique" du travail d'un groupe portant une marque de respectabilité. Certains membres du réseau considèrent qu'il ne peut pas ne pas y avoir de récupération, mais qu'il faut juger de son utilité et oser s'en servir.

Un autre thème abordé, lié à celui des influences sur les politiques publiques, est celui de la forme de communication des résultats. Nous avons été, en tant que groupe, impliqués dans une forme particulière de communication des résultats ; la forme est importante, elle doit s'adapter aux personnes à atteindre qui ont plus ou moins d'influence (populations, groupes de lobbies, intellectuels, gouvernants, firmes, etc). Nous n'avons probablement pas assez réfléchi à cette question, semble-t-il.

Il a été proposé de mettre des articles en circulation sur les rapports entre production de connaissances et influence sur les politiques publiques pour avancer sur ce débat, les opinions n'étant pas partagées sur ce sujet. Il serait peut-être utile d'inclure des articles sur les controversées *evidence-based policies*.

## *La recherche-action*

Un texte sur la recherche-action, qui avait été envoyé aux participants en préparation de la rencontre, et un schéma ont été présentés par François Hainard et discutés dans la réunion. Il a été rappelé qu'un chapitre du livre présente la méthodologie de recherche-action et donne des références bibliographiques.

Etant donné la diversité des expériences sur le terrain en ce qui concerne la démarche, il a été proposé que chaque équipe élabore un document explicitant son expérience de recherche-action ; ces textes seront mis en circulation, une synthèse en sera faite, et des bases de comparabilité en seraient tirées.

La démarche méthodologique commune est une condition pour pouvoir comparer. Dans la diversité des terrains et approches, on constate des processus comparables. Notre réseau se centre sur les processus de prises de décisions, et les résistances à la participation équitable, en termes de genre, aux prises de décision. La perspective de genre implique de porter un regard critique sur l'organisation sociale, tout comme la démarche de recherche – action implique une prise de conscience critique.

## *Comparabilité*

Trois "piliers" de la comparabilité sont proposés :

- méthodologie et principes de base
- théories et concepts ; les concepts communs sont genre, environnement et empowerment
- thématiques transversales : politiques publiques urbaines, droits citoyens, inégalités, stratégies d'empowerment.

Il a été proposé que chaque équipe explicite ces trois "piliers" et présente la structure qui les relie, leur articulation, la fonction que chaque élément joue dans la structure. Ceci constituerait une explicitation de la problématique actuelle, telle qu'elle s'est construite et ajustée au fur et à mesure de ces années de travail en réseau.

Malgré la diversité des terrains, nous avons élaboré, au cours de ces années de travail conjoint, une définition partagée des notions sur lesquelles nous travaillons ; cependant, sur certaines notions, nous avons conscience d'avoir insuffisamment travaillé. C'est le cas notamment de la notion d'environnement, à laquelle nous avons apporté des éléments théoriques dès le premier séminaire, mais que nous avons peu développée ensuite, et peu intégrée dans les recherches de chaque équipe. Sur la démarche de recherche-action également, nous avons apporté des éléments théoriques, mais pour diverses raisons qui seront explicitées par chaque équipe, il y a des approches relativement différentes.

Au sein du réseau, nous repérons et reconnaissons aussi des visions du monde, des positionnements idéologiques et politiques différents. Cela enrichit les débats et la recherche, mais n'a peut-être pas été assez explicité. Le travail de comparabilité y gagnerait probablement.

Ces constats montrent que la comparabilité a été possible sur certains points, en particulier l'analyse des processus sociaux, mais doit trouver plus de bases communes pour progresser. Cela dit, les différences et un certain "flou" sont nécessaires et utiles dans la recherche, ils permettent de pousser à approfondir la réflexion.

Des thèmes communs de réflexion ont à nouveau été relevés dans les discussions :

- Mondialisation et privatisation, rôle de l'Etat dans ces processus, définition de politiques publiques, participation des divers acteurs à cette définition et mise en œuvre; droits citoyens. Accès équitable, en termes de genre, aux décisions, et résistances.
- Problème de la prise en compte de l'environnement dans les villes, et relations de genre. Politiques publiques dans ce domaine.

## 6. Diffusion

Ce travail a pris une partie importante du temps de travail des équipes et de la coordination, en 2001 et début 2002. Nous le considérons essentiel au travail de sensibilisation pour la mise en œuvre de la deuxième phase du projet. Il nous semble que la réflexion sur l'utilisation des produits de la diffusion est insuffisante.

La distribution des produits de diffusion doit être faite plus largement. Des revues de presse sont parues, mais de manière beaucoup trop limitée. Le livre Karthala et la brochure ont été présentés et distribués dans des instituts de formation, lors de colloques, dans des réseaux ou lors de rencontres internationales (Sommet de Johannesburg, Forum social mondial). La distribution sur les différents terrains est traitée dans les rapports d'activités par équipe.

La Bulgarie, qui n'a pas encore préparé de brochure va proposer un projet de publication. L'Argentine va relancer le projet de faire une vidéo globale, avec les vidéos des différents terrains que nous avons amenés. Nous attendons leur nouvelle proposition.

Chaque équipe devrait poursuivre son travail de diffusion, et notamment réfléchir à la publication d'articles dans des revues nationales. Il est instamment demandé à chacun de tenir le réseau informé de ses publications.

Un livre, destiné au grand public, qui avait été préparé par la coordination, va être publié dans la collection MOST-Karthala, nouvellement lancée (sous presse). Un article, préparé pour la Revue Internationale des Sciences Sociales de l'UNESCO, soumis l'année dernière, a également été approuvé pour publication.

Une remarque a été faite concernant certaines brochures, qui ne font pas référence au réseau : il est impératif que cette référence soit faite, car il s'agit bien d'un travail collectif, produit d'une réflexion en réseau. Le programme MOST nous soutient à ce titre. Les publications qui ne font pas référence au réseau devront corriger ce point. Dans les futures publications, il ne faudra pas omettre de le mentionner. Germán Solinís rappelle que chacun peut proposer des articles à inclure sur ce site. Le dernier texte qui a été inclus est la brochure bilingue avec les résultats de la première phase du projet (mi-2002). Rappel Site web : <http://www.unesco.org/most/p66.htm>

### *Publications et informations sur la recherche :*

- Hainard, F., Verschuur, Ch., et al. 2001, *Femmes dans les crises urbaines, Relations de genre et environnements précaires*, Karthala, Paris, 300 p.
- Hainard, F., Verschuur, Ch., et al. 2001, *Empoderamiento de las mujeres en las crises urbanas, Género, medio ambiente y barrios marginados*, IEPALA, Madrid, 217 p.
- *Femmes et crises urbaines*, Brochure bilingue français-anglais, MOST-UNESCO, 2002, 86 p.
- Dépliant de présentation du réseau et du projet de recherche

- Alves Calio, S., Corrêa Vaz da Silva, M., *Conscientização et limites nas relações de gênero: o caso da comunidade Gamboa*, CNSU, MOST-UNESCO, Santo André, 2002, 18 p.
- Rauber, I., *Género y pobreza*, Santo Domingo, 2002
- San Sebastian A., Inda, N.: *Proyecto Campana, Barrio San Cayetano*, 1997 / 2000, Buenos Aires, 2002
- Rughinis, C., CD-Rom présentant la recherche de Zabrauti et le travail de l'ONG Médecins du Monde dans le quartier, 2002, et site web : [http://www.geocities.com/crughinis/sitmost/proiect\\_most](http://www.geocities.com/crughinis/sitmost/proiect_most)
- Tall, K. : *Pouvoir des femmes et gestion de l'environnement*, Ouagadougou, 2002
- Vidéo sur Santhiaba (Sénégal) et Hamdalaye (Burkina Faso), 2002, publiée avec le concours du bureau régional de l'UNESCO à Dakar par ENDA
- Städte, Lebensumfeld und Geschlechtsrollen, ein Forschungsprojekt in sieben Ländern des Südens und des Ostens, F. Hainard und Ch. Verschuur, *Neue Zürcher Zeitung*, 19/20 Januar 2002
- Hainard, F., Verschuur, Ch., 2001, *"Filling the Urban Policy Breach : Women's Empowerment, grass-roots Organisations, and Urban Governance"*, in *International Political Science Review*, n° 1, vol. 22, pp 33-54.

## 7. Perspectives

### *Séminaires régionaux*

Les propositions de séminaires régionaux élaborées l'année dernière, après le séminaire de Ouagadougou, n'ont pu être retenues pour plusieurs raisons :

- la problématique n'était pas assez élaborée
- des problèmes financiers.
- la coordination ne souhaitait pas se charger du suivi de chacune des propositions ni les centraliser mais en laisser la charge aux groupes d'équipes régionales. L'UNESCO souhaitait un unique projet coordonné par la Suisse.

L'intérêt de tenir ces séminaires régionaux est à nouveau soulignée. Il est convenu de tenter à nouveau l'expérience, mais différemment selon les régions.

- En Amérique latine, une nouvelle proposition devrait être élaborée, un séminaire serait organisé selon un calendrier à convenir. Les équipes sont entièrement responsables de l'organisation du séminaire
- En Afrique, un séminaire régional sera organisé avec la coordination, selon les vœux de l'équipe du Burkina Faso. Les deux équipes élaborent une première proposition. La proposition sera revue par la coordination qui délèguera quelqu'un (soit de la coordination soit une personne ressource) pour assister à la rencontre.
- En Europe de l'Est, le séminaire régional se tiendra juste avant le séminaire global. Cela permettra à la coordination d'y participer. Les circonstances particulières (nouveau terrain en Bulgarie) rendent cette proposition particulièrement utile. La proposition sera élaborée par les deux équipes, et la coordination assistera à la rencontre.

D'autre part, le séminaire global pourrait changer légèrement de concept. La date en sera avancée, il sera à cheval sur deux terrains des pays de l'Est, et de nouvelles formules et modalités de travail pourront être imaginées.

## *Perspectives de la DDC*

Noter projet a reçu depuis 1997 un financement de la DDC, la phase actuelle se terminant en 2005. La DDC ne poursuivra plus son soutien financier à ce projet après cette date. Le réseau, s'il veut poursuivre son activité, devra donc rechercher d'autres soutiens en temps voulu, auprès d'institutions de recherche ou d'organisations internationales.

Il est rappelé aux équipes que les rapports doivent présenter les actions menées sur le terrain, la DDC s'intéressant particulièrement à ces aspects. En effet, en tant qu'agence de développement, la DDC devrait trouver dans notre projet des éléments pour la réflexion sur les politiques de coopération et les politiques publiques en général.

## *Perspectives de l'UNESCO*

Les questions de genre sont devenues un thème prioritaire dans le Secteur des sciences sociales et humaines, dont fait partie le Programme MOST, avec deux approches :

- les rapports entre connaissances et prises de décision, la gouvernance
- les droits économiques, culturels et sociaux.

Le travail de "gender mainstreaming" dans l'UNESCO a progressé. Le nouveau sous-directeur général pour les sciences sociales et humaines porte un intérêt particulier à cette question ; une nouvelle section s'intitule "Genre, équité et développement" ; Annali Kristiansen est chargée de l'élaboration d'un document stratégique est en cours d'élaboration, et donnera lieu à un plan de travail de la nouvelle section . Il devrait être conclu bientôt.

Le programme MOST a été évalué et le rapport est disponible. Un nouveau directeur doit être nommé, suite au départ à la retraite de M. Kazancigil.

Le programme MOST compte sur notre réseau pour produire un "savoir-faire" et des réseaux de compétences. Un appel a été lancé pour contribuer à l'élaboration d'un projet qui ferait appel à ces compétences, pour contribuer à la sensibilisation et la formation sur ces thèmes. Lydia Ruprecht contactera le réseau, lorsque son avant-projet sera élaboré, pour préciser sa demande.

La création d'un réseau de compétences sur les thèmes "villes, environnement et genre" faisait partie des objectifs initiaux de ce projet, et nous espérons commencer à y parvenir. Le dépliant élaboré cette année (qui présente le travail réalisé ainsi que la liste des publications) constitue une sorte de "carte de visite" de cet embryon de réseau d'experts.

## 8. Engagements et calendrier 2002-2003

<i>Activité</i>	<i>Responsable</i>	<i>Echéance</i>
1. Production d'un texte sur la recherche-action	Chaque resp. d'équipe	20/12/02
2. Synthèse des contributions sur la RA	Coordination	15/03/03
3. Ajustement de la problématique	Chaque resp. d'équipe	30/03/03
4. Comparabilité	François Hainard	15/01/03
5. Rapports semestriels d'activité	Chaque resp. d'équipe	30/03/03 30/09/03
6. Propositions de séminaires régionaux		
- Amérique latine à Germán Solinís	Resp. équipes Am.Lat.	30/11/01
- Afrique à coordination	Resp. équipes Afrique	15/11/02

- Europe de l'Est à coordination	Resp. équipes Eur. de l'Est	15/11/02
- envoi propositions Afr. et Eur. de l'Est à GS	Coord.	20/12/02
7. Séminaire global en Europe de l'Est	Coord.	± 17/05 à 25/5/03 ?
8. Organisation de l'envoi d'informations à mettre sur le site web de l'Unesco concernant le projet.	Cosima	permanent

## Liste des participants au séminaire de Buenos Aires

### Burkina Faso :

• Moussa Tall  
03 BP 7170, Ouagadougou 03  
tel: 226 -36 21 58 (portable : 21 33 66)  
e-mail: [kadital@fasonet.bf](mailto:kadital@fasonet.bf)

### Brésil :

• Sonia Alves Calio  
adresse (home): rua Dr. Cicero de Alencar 96 , 05580 080 São Paulo SP  
tel (home): 55-11-37 26 84 49  
fax: 55- 11 – 37 26 84 49  
e-mail: [SoniaCalio@aol.com](mailto:SoniaCalio@aol.com)

- Marta Cassaro Silva - [martacass@uol.com.br](mailto:martacass@uol.com.br)
- Iranilde José Messias Mendes - [iranilde@eerp.usp.br](mailto:iranilde@eerp.usp.br)

### Cuba :

• Isabel Rauber  
Pasado y Presente XXI  
calle 15 n° 6809 entre 68 y 70, Playa, Ciudad de la Habana, Cuba  
tel (home) : 537 – 203 57 29  
tel (of.) : 537 – 209 51 98  
Telefax: (537) 204-51 98  
e-mail: [rauber@enet.cu](mailto:rauber@enet.cu)

### Bulgarie :

• Nicolay Tonev  
Institut de Sociologie, Académie Bulgare des Sciences, HURA  
15 rue San Stefano, 1504 Sofia  
adresse postale: P.O.Box 29, Sofia 1504  
tel: 359 - 2 - 43 87 55  
fax: 359 - 2 – 43 87 55  
e-mail: [dandolo\\_far@uacg.bg](mailto:dandolo_far@uacg.bg)  
e-mail : [idandolo@hotmail.com](mailto:idandolo@hotmail.com)

### Roumanie :

• Cosima Rughinis  
Department of Sociology, Bucharest University  
Boulevard Schitu Magureanu nr. 9, sector 5, Bucarest  
tel (of) : 40 - 1 - 314 0326  
fax /tel : 40 - 1- 315 3122

home: Bd. Liviu Rebreanu 12, Bl. K1, sc.1, ap. 2, Sector 3, Bucharest  
tel : 40 – 21 – 643 32 22 (portable : 40-722-953 341)  
e-mail: [crughinis@yahoo.com](mailto:crughinis@yahoo.com)

Argentine :

• Alvaro San Sebastian  
Gral. Enrique Martinez 542, 1426 Buenos Aires  
tel / fax : 54 – 11- 4553-12 37 , 54 – 11 – 4423 - 3495  
e-mail: [asanse@fadu.uba.ar](mailto:asanse@fadu.uba.ar)

• Norberto Inda  
Santa Fé 5380 – 7°  
1425 Buenos Aires  
tel : 47 72 62 79  
e-mail : [ninda@sinectis.com.ar](mailto:ninda@sinectis.com.ar)

• Hilda Herzer  
Av. Pte Roque Saens Peña 1192  
1035 Buenos Aires  
[centro@datamarkets.com.ar](mailto:centro@datamarkets.com.ar)

UNESCO-Paris :

• German Solinis  
Programme MOST, UNESCO, 1 rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15  
tel: 33 - 1 - 45 68 38 37  
fax: 33 - 1 - 45 68 57 28  
e-mail: [g.solinis@unesco.org](mailto:g.solinis@unesco.org)  
<http://www.unesco.org/most/homemost.htm>

Coordination suisse :

• François Hainard  
Institut de Sociologie, Université de Neuchâtel  
Pierre-à-Mazel 7, 2000 Neuchâtel, Suisse  
fax: 41-32- 718 12 31  
tel: 41-32- 718 14 20/14 25  
e-mail: [francois.hainard@unine.ch](mailto:francois.hainard@unine.ch)

• Christine Verschuur  
5 chemin des Vergers, 01210 Ferney Voltaire, France  
tel : 33 - 4 50 40 10 17  
fax : 33 - 4 50 40 80 56  
e-mail: [christine.verschuur@wanadoo.fr](mailto:christine.verschuur@wanadoo.fr)  
[Christine.Verschuur@iued.unige.ch](mailto:Christine.Verschuur@iued.unige.ch)

Absent :

• Sénégal,  
Mohamadou Abdoul  
Dialogues Politiques / Prospective Populaire Urbaine,  
ENDA, B.P. 3370, Dakar  
tel: 221 - 823 53 47 fax: 221- 823 67 13  
e-mail : [diapol@enda.sn](mailto:diapol@enda.sn), [karim@enda.sn](mailto:karim@enda.sn)